

CONSEIL D'ADMINISTRATION du 14 mars 2024

DÉLIBÉRATION N° 2024-05

**Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration
du 19 janvier 2024**

**Délibération n° 2024-05 portant procès-verbal de de la réunion du conseil
d'administration du 19 janvier 2024**

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment l'article R812-7,

Vu le décret n° 94-1225 du 30 décembre 1994 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure de
paysage de Versailles,

Le conseil d'administration décide :

Article unique

Le compte-rendu de la réunion du conseil d'administration du 19 janvier 2024, présenté en
annexe, est adopté.

Favorables	26
Défavorables	
Abstentions	
Total votants	26

La délibération est approuvée / ~~rejetée~~

Fait à Versailles, le 14/03/2024

Le président du conseil d'administration

Henri BAVA

PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 19 JANVIER 2024

Avis : Le présent compte-rendu synthétise le sens des prises de paroles, sans constituer un verbatim

Compte-rendu des débats et délibérations

Monsieur Henri Bava, président, ouvre la séance du conseil d'administration. Cette dernière se tient en visioconférence eu égard à la nécessité d'adopter un budget initial pour 2024. Ce budget n'avait pas pu être présenté en fin d'année 2023 suite à des difficultés en termes de ressources humaines. Un autre point porte sur le paramétrage Parcoursup, les inscriptions sur la plateforme commençant en janvier.

Délibérations

- **Paramétrage Parcoursup en vue de la sélection pour 2024 des candidats à l'entrée dans la formation Arts, paysage, architecture**

Madame Alexandra Bonnet, directrice, introduit ce point qui nécessite d'être délibéré tous les ans. Parcoursup est la campagne d'inscription aux formations post-baccalauréat. La délibération fixe les modalités de sélection des nouveaux étudiants. L'ENSP dispose d'une formation inscrite sur Parcoursup, la première année du cycle préparatoire intitulée « APA » (Arts, paysage, architecture), conçue comme une année propédeutique donnant par la suite accès à la deuxième année de l'un des cursus suivant : cycle préparatoire aux études de paysage de l'ENSP ; diplôme d'études en architecture de l'École nationale supérieure d'architecture de Versailles (Ensa-V) ; diplôme national d'art de l'École nationale supérieure d'arts de Paris-Cergy (ENSAPC).

Madame Isabelle Claudel, adjointe à la directrice de l'enseignement et de la vie étudiante, présente les évolutions par rapport à l'année précédente. Le nombre de places demeure fixé à 25. Les frais de dossier passent de 37 à 39 euros. Des ajustements sur les prérequis en matière de connaissances et de compétences ont été apportés, notamment disposer d'un intérêt sur les questions de lieux, d'espaces, d'organisations spatiales, culturelles, végétales et naturelles, ainsi que déployer de véritables compétences en expression graphique. En matière de critères de sélection, il a été précisé que la production personnelle présentée lors des entretiens individuels devait être de bonne qualité graphique.

En 2023, il y a eu 400 inscriptions à la formation sur Parcoursup. 117 dossiers ont été retenus pour l'entretien individuel et 115 candidats se sont présentés. 87 candidats ont été classés pour 25 disponibles. En raison des désistements – les candidats postulant à plusieurs formations – le dernier candidat retenu était classé aux alentours du 50ème rang. La formation rencontre donc un vif succès avec une très forte sélectivité.

A l'issue de cette année propédeutique, pour l'année universitaire 2023-2024, 12 étudiants sont partis en architecture, une dizaine sont restés en paysage et 3 sont partis en arts. La proportion est à peu

près identique à ce qui avait été anticipé lors de la création d'APA. Parcoursup donne une meilleure visibilité à ces formations.

En l'absence de questions, il est procédé au vote.

Vote : unanimité (24 favorables)

- **Budget initial 2024**

Mme Bonnet présente le budget initial 2024. Il a été réalisé de manière assez prudentielle.

Sur les emplois, le niveau de masse salariale est relativement identique. En 2023, le taux d'exécution de la masse salariale par rapport au budget initial a atteint 79,44%, notamment en raison de la vacance de plusieurs postes.

Sur le fonctionnement, une assez forte augmentation des autorisations d'engagement est envisagée. La note présentée au dossier détaille le contexte de ces augmentations. Il est rappelé que les montants soumis au vote sont des plafonds. Mme Bonnet ne pourra envisager ces engagements qu'à raison de la disponibilité des ressources pour ce faire. Un dialogue sera mené avec les responsables de crédits en vue de maîtriser la dépense. En revers, les recettes ont été prévues de manière très prudentielles, selon une hypothèse basse. Sur l'exercice précédent, toutes les recettes n'ont pas été enregistrées, notamment parce que certaines conventions n'ont pas encore été signées.

Le solde budgétaire négatif porte entièrement sur la fonction immobilière, compensé par des recettes versées lors d'exercices précédents. Pour autant, le budget est soutenable et il n'y a pas de d'inquiétude par rapport à la situation financière de l'établissement.

La directrice présente quelques informations sur la clôture de l'exercice budgétaire 2023. Le tableau de trésorerie, arrêté au 31 décembre, présente un solde budgétaire de -1 422 000€ et la variation de trésorerie de -1 717 000€, ce qui est moins que prévu au budget initial 2023. Cela correspond à un décalage entre les encaissements préalables enregistrés en 2022, et les travaux qui ont été réalisés en 2023 et dont une partie sera réalisée également sur 2024.

Sur les investissements, l'enveloppe prévue a pour but de faire face à la politique ambitieuse de rénovation du patrimoine, lancé dans le cadre du chantier du siècle et financé pour l'essentiel par subvention du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA). Cette enveloppe est complétée par 500 000€ de mécénat pour la rénovation de la Forge. Par ailleurs, le World Monument Fund (WMF) entend accompagner l'établissement sur le chantier du siècle.

Monsieur Jean-François Dagues, contrôleur budgétaire régional, émet une observation sur ce projet de budget initial, dans l'attente de la clôture de l'exercice 2023 au mois de mars lors de la présentation du compte financier. Il sera probablement nécessaire de proposer un budget rectificatif selon ce qu'il résultera de l'exercice 2023. Il relève cependant l'approche prudentielle du budget présenté, avec un seuil maximal de dépenses dont le niveau d'exécution pourra être moindre, ainsi qu'un niveau de recettes qui pourra être meilleur que celui présenté. Le déficit du solde budgétaire présenté apparaît ainsi être un niveau maximal. Le budget présenté, même dans cette position assez défavorable, ne remet pas en cause la soutenabilité budgétaire de l'école puisque les niveaux de trésorerie et de fonds de roulement permettent d'encaisser un solde budgétaire négatif. Un retour à l'équilibre à moyen terme demeure souhaitable afin de disposer de la capacité de conduire tous les investissements prévus.

Madame Céline Derouet, représentante du directeur général de l'enseignement et de la recherche (DGER) du MASA, salue la présentation de ce budget technique, dans le contexte sus évoqué. Elle rejoint l'avis du contrôleur budgétaire régional sur la connaissance de l'exécution budgétaire 2023 qui permettra de mieux apprécier la soutenabilité au regard du déficit budgétaire envisagé. Toutefois, ce déficit, lié à des décalages entre recettes et dépenses, est à nuancer au regard du résultat patrimonial positif, qui est un bon indicateur de la soutenabilité du budget de l'établissement. Par ailleurs, le budget présente plutôt des hypothèses de dépenses maximales et de recettes minimales. Un budget rectificatif à mi-année sera nécessaire, au terme d'un véritable dialogue de gestion et afin de tenir compte des résultats de l'exécution budgétaire 2023.

Monsieur Alexis Feix, représentant du collège des maîtres de conférences et autres enseignants, intervient relativement à la précarité de certains emplois d'enseignants contractuels au sein de l'ENSP, notamment pour ceux arrivant à terme en cours d'année universitaire (cf. annexe 1). Il fait lecture d'une lettre adressée en ce sens au directeur général de l'enseignement supérieur et de la recherche du MASA au nom des personnels enseignants et pédagogiques de l'ENSP (cf. annexe 2).

La directrice indique demeurer attentive à la visibilité qu'il est nécessaire d'offrir aux agents employés en contrat à durée déterminée (CDD) au sein de l'ENSP. Le sujet a fait l'objet d'échanges internes, notamment au conseil des enseignants. Il est souhaité pouvoir traiter cette question de la manière la plus juste possible, en prenant en compte les besoins en enseignement de l'établissement. Le fait est qu'il y a un poste et demi d'enseignant surnuméraire par rapport à l'année précédente qu'il faut rattraper. Cela est dû notamment au recrutement d'un maître de conférences et d'un demi-poste de recherche supplémentaire.

Mme Derouet rappelle qu'il n'existe pas de droit automatique au renouvellement des CDD, et qu'il appartient à la directrice de l'établissement d'apprécier l'adéquation des moyens au regard des besoins. L'appréciation de l'adéquation entre besoins et moyens doit se faire dans le cadre d'une réflexion sur le référentiel et sur la maquette horaire. Cette réflexion est un préalable nécessaire à toute évolution de dotation. De manière générale, dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur agricole, la pratique est de recruter des chargés d'enseignement contractuels pour une durée d'un an, dans l'attente du recrutement d'un titulaire. L'ENSP présente la spécificité d'un large recours à des professionnels en exercice qui justifie le recours à des contractuels et à des vacataires.

Monsieur Etienne Bertrand, représentant du collège des maîtres de conférences et autres enseignants, tient à informer de la situation de la formation continue, reposant principalement sur des enseignants vacataires. La formation continue comprend notamment la formation « Concepteurs et créateurs de jardin dans le paysage » s'étalant sur 2 ans et comportant 500 heures d'enseignement par année. Il n'y a qu'un seul poste d'enseignant en CDI. Il ne lui semble pas y avoir de réflexion sur la structuration de l'existant en formation continue. Des vacataires intervenant en atelier depuis plusieurs années n'ont pas souhaité renouveler leur collaboration. Il regrette cette situation alors que le développement de la formation continue au sein de l'ENSP apparaissait prometteur parmi les écoles du ministère chargé de l'agriculture. Il appelle donc à ce que la réflexion sur l'emploi enseignant porte aussi sur la formation continue.

Mme Bonnet indique avoir compris l'importance de l'apport des vacataires au sein de la formation continue qui y interviennent depuis plusieurs années. Les projets autour du département de la formation continue pourraient justement permettre de revoir la politique RH les concernant. Elle souligne que les besoins en renforcement des enseignants en formation continue et en formation

initiale sont nombreux. Il est demandé, notamment par la tutelle, de renforcer les enseignements numériques et les enseignements techniques.

Tous ces sujets mériteraient ainsi un renforcement du corps enseignant. Les besoins sont donc nombreux et les marges de manœuvre sont extrêmement contraintes. Il est déjà envisagé d'optimiser la politique RH en saturant le plafond d'emploi. Il s'agit, à l'aune du contenu des futures maquettes pédagogiques, en formation initiale comme en formation continue, d'établir les besoins et d'y affecter les capacités nécessaires.

Monsieur Jacky Provost-Deramaix, représentant du collège des personnels administratifs et techniques (IATSS), appelle la tutelle à entendre ces besoins en matière d'emplois, tant enseignants qu'administratifs. Il note que s'il y a des recrutements sur les services supports, ils sont principalement dus à des vacances de postes. Il lui apparaît difficile en l'état, pour les enseignants comme pour les personnels administratifs, de soutenir la dynamique ambitieuse de l'établissement. Par ailleurs, les propositions salariales n'apparaissent pas faciliter les recrutements.

Afin d'éclairer le conseil sur ces questions, M. Bava souhaite pouvoir disposer d'éléments permettant d'apprécier les répartitions entre heures d'enseignement, emplois enseignants et emplois administratifs.

Mme Bonnet indique que le ministère met à disposition 62 emplois équivalents temps plein travaillés (ETPT) financés par le programme 142 de la loi de finances (Enseignement supérieur et recherche agricoles). Les emplois à la charge du budget de l'établissement se répartissent entre 32 ETPT sous-plafond (financés par la subvention pour charges de service public (SCSP)) et 16,86 ETPT hors plafond (financés sur ressources propres, sur conventions). Il peut y avoir des capacités sur le hors plafond, qui doit cependant être financé sur ressources propres. La formation initiale représentant le cœur de métier de l'établissement, les emplois enseignants rémunérés par l'établissement sont financés en sous-plafond, c'est-à-dire par la SCSP. Le hors plafond comporte des personnels travaillant pour les chaires, pour la boutique ; il peut y avoir des emplois de la formation continue, sous réserve de projets garantissant l'apport de recettes. Le hors plafond ne permet pas de financer les emplois pérennes de la formation initiale ou des fonctions supports. Ainsi, les marges de manœuvre demeurent relativement limitées, sauf à pouvoir présenter un projet autofinancé ou un projet suffisamment viable pour permettre à la tutelle d'accorder des emplois supplémentaires, dans ses propres limites budgétaires.

S'agissant des emplois administratifs, Mme Bonnet mentionne l'effort de recherche de financement extérieurs, notamment le soutien de CY Alliance par le financement de 2 postes d'ingénieurs pédagogiques en soutien à la refonte des cursus, pour la formation initiale et pour la formation continue. Le World Monument Fund finance par ailleurs le poste de chef de projet pour le chantier du siècle.

M. Feix indique que sur les besoins et la prise en compte du référentiel, il y a, à Versailles, 10 enseignants à mi-temps sur l'enseignement du projet, soit 1920h par an, pour l'ensemble des promotions de l'APA au DEP3. Le référentiel du DEP impose 375h par an pour l'enseignement du projet. Pour le DEP, avec un taux d'encadrement de 2 enseignants par promotion, cela mène à 2250h d'enseignement de projet. Il manque alors 1 poste et demi dans le département projet pour le seul cursus DEP en 3 ans. Il faut effectivement raisonner par les besoins, ce qui sous-entend une maquette mise à jour, ce qui est en cours. Il lui semble que le budget doit s'adapter à cette situation de transition. Il félicite la prolongation des contrats enseignants jusqu'en juin, bien qu'une prolongation au mois d'août aurait été préférable.

S'agissant du projet de budget, M. Feix s'interroge sur le passage à 49 emplois, comparativement aux 52 emplois présentés au budget 2023.

Mme Derouet indique que le plafond Etat (*emplois directement rémunérés par le MASA*) de l'ENSP (à 62 ETPT) est stable. Parmi les établissements d'enseignement supérieur agricole, seules les écoles vétérinaires ont vu leur dotation augmenter en 2024. En revanche, pour 2024, la DGER a doté le plafond ACB de l'ENSP (*sous-plafond*) de 2 ETPT supplémentaires pour le recrutement de jardiniers. De plus, 100 000 € ont été soclés dans la SCSP pour des moyens qui, initialement, avaient une vocation temporaire, pour la mise en place de l'APA. Par ailleurs, Mme Derouet confirme la situation évoquée par M. Provost-Deramaix tenant aux problématiques de recrutement, comme pour le poste de directeur des affaires financières, avec des difficultés globales d'attractivité pour la fonction publique, particulièrement en Ile de France, avec un contexte concurrentiel entre les différents recruteurs potentiels. Au sein du MASA, pour les agents contractuels, une revalorisation significative des niveaux de rémunération a été adoptée, partiellement alignée sur celle des titulaires. Des démarches similaires de revalorisation sont en cours pour les agents titulaires, afin de renforcer l'attractivité des postes offerts au MASA et dans ses établissements. La variation évoquée par M. Feix concerne le hors-plafond.

Sur les plafonds d'emploi, Mme Bonnet indique qu'en sous-plafond, l'établissement a bénéficié d'un passage de 28 à 32 ETPT, tandis que le hors plafond passe de 24 à 17 ETPT. Au global, cela représente un passage de 52 à 49 ETPT. Le sous-plafond correspond à la limite fixée en loi de finances. Pour la limite des emplois hors plafond, sa fixation dépend de la capacité à les financer sur des projets. Il demeure envisagé de saturer le sous plafond de sorte à utiliser toute la capacité d'action disponible. Il n'y a donc pas de suppression de postes mais bien des embauches, soit accordées par la tutelle, soit financées par ailleurs. L'équipe des jardiniers est ainsi renforcée sachant que 80% des arbres du Potager doivent être replantés d'ici 2034, impliquant un effort important par l'équipe menée par le jardinier en chef, François-Xavier Delbouis. Ce niveau d'emploi (en sous-plafond) constitue donc une amélioration de l'emploi au sein de l'établissement.

Madame Aurélie Communal, représentante du collège des usagers, étudiante en DEP3, signifie son soutien au corps enseignant, qu'elle remercie pour leur implication dans le suivi des étudiants tout au long du cursus. Tout en saluant l'évolution que représentera la refonte du cursus, ainsi que l'écoute et l'accompagnement de Perrine Vacher, directrice de l'enseignement et de la vie étudiante, elle évoque la difficulté de cette période de transition pour les étudiants actuels. En complément aux propos de M. Feix, il lui apparaît que le taux d'encadrement d'un enseignant pour 30 étudiants en atelier de projets constitue une difficulté pour assurer la formation dans les meilleures conditions. Elle apporte également son soutien aux enseignants mentionnés dans le courrier lu par M. Feix, soulignant l'importance qu'ils tiennent dans leur cursus.

M. Bava évoque son expérience en Allemagne où la moyenne était 1 enseignant pour 15 étudiants sur les travaux encadrés. Il demande si un standard existe en France.

M. Feix indique que les chiffres exprimés n'incluent pas les vacataires, et qu'en les prenant en compte, dans le dernier atelier qu'il a encadré, cela représente 1 enseignant pour 19 étudiants. Cela tient à la spécificité, dans le cadre des ateliers de projet, de l'accompagnement personnalisé à la table, pour lequel le taux d'encadrement n'apparaît pas encore satisfaisant malgré de petites améliorations ces dernières années. Il ajoute par ailleurs que le recours à des vacataires demeure important pour bénéficier du regard extérieur de professionnels qui ne disposent pas nécessairement du temps pour s'engager sur un temps long. Il regrette cependant qu'ils soient sur un statut de vacataires payés en heures TP (travaux pratiques), ce qu'il considère honteux de la part d'une école nationale supérieure.

Il considère de ce fait que les vacataires interviennent donc plus par vocation, et qu'ils ne sont pas rétribués à la hauteur de leur implication. Ce niveau de rémunération lui semble être un facteur d'attractivité des professionnels pour tenir l'exigence attendue de la formation et donc du métier. Il souhaite que ces conditions puissent être améliorées. Il rejoint la réflexion sur la nécessité de disposer de l'ensemble des données afin de pouvoir apprécier globalement la situation. Il lui apparaît également nécessaire d'apprécier ses enjeux de manière collective avec les autres écoles de paysage. Il appelle à la constitution d'un groupe de travail en ce sens.

M. Bava soutient la démarche d'échange pour aboutir à une solution claire et lisible par tous.

Mme Bonnet propose de travailler ces sujets en vue des entretiens stratégiques avec la tutelle, d'autant plus que cela coïncide avec la refonte du cursus. Par ailleurs, le métier de paysagiste concepteur est un métier d'avenir qui répond à l'évidence aux besoins d'accompagnement des mutations territoriales, environnementales et sociétales. Il est nécessaire d'éclairer la tutelle sur les capacités de développement du métier, qui apparaissent très favorables. Elle souligne d'ailleurs la mention particulière au métier de paysagiste comme acteurs de la lutte contre le changement climatique par le président de la République lors de sa conférence de presse du 16 janvier dernier sur les priorités du nouveau gouvernement.

M. Bava salue également cette mise en avant de la profession de paysagiste par le président de la République. Le travail mené avec les ministères et les collectivités territoriales apparaît pouvoir être facilité par la clarté de cette prise de position.

Mme Bonnet souhaite que cela puisse mener, dans le dialogue avec le MASA, à ce que l'école puisse former davantage de paysagistes concepteurs dans la ligne de l'appel pour un bon gouvernement lancé par les principales organisations chargées de la mise en œuvre des politiques de paysage en 2022 et qui visaient l'objectif ambitieux d'un doublement des effectifs de paysagistes d'ici à 10 ans. Déjà, à Marseille, depuis l'implantation au sein de l'Institut méditerranéen de la ville et des territoires (IMVT), il y a une capacité à accueillir plus d'étudiants.

M. Bava témoigne qu'il n'y a pas assez de paysagistes praticiens, de paysagistes chercheurs et de paysagistes au sein des maîtrises d'ouvrage. Il manque en ce sens de capacité d'accueil de nouveaux étudiants. Avec environ 150 diplômés par an en France, cela n'apparaît pas assez pour accompagner les transformations évoquées par le président de la République. C'est un axe de travail à engager avec les ministères afin d'augmenter le nombre d'étudiants et donc d'enseignants, voire créer de nouvelles écoles.

Départ de M. Poirier (passage à 23 voix)

Monsieur Rémi Duthoit, représentant du collège des maîtres de conférences et autres enseignants, indique que le site de Marseille est désireux de prendre sa part afin d'augmenter le nombre de paysagistes, d'autant plus que l'école d'architecte est intéressée pour créer une formation sur le modèle d'APA.

Monsieur Guy Gardarein, secrétaire général, confirme, relativement à l'interrogation de M. Feix sur le plafond d'emploi, que son évolution tient principalement au hors plafond qui ne concerne pas l'emploi enseignant, puisqu'il s'agit d'emplois financés sur convention financière extérieure. Il y a effectivement une baisse sur le hors plafond. Cependant, le sous-plafond, qui constitue le support aux emplois cœur de métier, augmente et passe à 32 ETPT. Cela comprend 3 emplois de jardiniers supplémentaires. S'agissant de la réflexion sur les emplois enseignants, il salue l'ouverture de ce chantier, qui devra s'appuyer sur des données RH fiabilisées, et ensuite partir des maquettes pour établir les besoins et

gérer la période transitoire. Enfin, il rappelle à nouveau que le solde budgétaire, qui était envisagé à - 2,8 millions pour 2023, devrait finalement atteindre -1,4 millions, ce qui est donc plus favorable et que les indicateurs pour 2024 en seront d'autant meilleurs.

Vote : 13 favorables, 10 abstentions

Nous avons conscience de l'importance d'un vote favorable pour le budget de notre établissement, au regard de l'impact sur ses nombreuses activités.

Cependant, nous tenons à vous alerter sur une situation globale de précarité des enseignants (contractuels, vacataires, etc.) qui empêche d'exercer notre métier avec sérénité et surtout de tenir une cohérence pédagogique sur tous les cursus en formation initiale comme en formation continue.

Dans le contexte où, à la plus haute échelle décisionnelle du pays, il est rappelé que le métier de paysagiste concepteur est essentiel pour faire face aux enjeux de société et plus particulièrement sur le sujet du dérèglement climatique, nous tenons à vous faire part d'une situation de tension au sein de l'établissement.

Notre argumentaire a été adressé par voie de lettre à la liste de diffusion du CA dans un souci de transparence. Elle n'est jamais arrivée à destination. Nous y voyons là un signe d'une perte de confiance entre le corps enseignant et la direction que nous regrettons fortement en espérant nous tromper.

Aussi, le CA se tient un jour où un nombre important d'enseignants se trouve mobilisé dans des jurys de DEP3, réduisant le nombre de représentants présents ce matin.

Ainsi, non seulement nous voyons un déséquilibre dans le surnombre de contrat école comparé aux contrats ministère, et nous constatons le sous-effectif des enseignants alors qu'il y a une augmentation des emplois au sein de l'administration de l'école.

Du fait de l'ensemble de ces préoccupations, le vote des représentants du personnel sera partagé essentiellement à cause de ce qui est en sujet dans le volet emploi du budget.

[LECTURE lettre enseignants]

Nous devons nous inscrire en perspective des états généraux impulsés par le collège enseignant des écoles supérieures (CEESP) dans le cadre des journées inter-école pour répondre aux besoins de la profession.

Pour que nos formations aient les moyens de prendre en charge toutes les dimensions du métier.

En outre, nous demandons la constitution d'un groupe de travail avec des membres du CA, le président et des personnalités extérieures et représentants du personnel pour travailler sur le problème budgétaire de l'école pour sortir du blocage avant le prochain CA.

Lettre au Directeur général de l'enseignement et de la recherche

Monsieur le Directeur,

Enseignants à l'école nationale supérieure de paysage de Versailles, nos missions sont aujourd'hui mises à mal. Nous constatons depuis le début de l'année universitaire des dysfonctionnements qui nuisent à notre travail. Quatre de nos collègues sont des contractuelles dont les contrats se terminent en cours d'année scolaire (décembre, mars ou juin). Comment préparer des cours sereinement avec des échéances à aussi court terme, dans une vision prospective sur l'année ? Il est bien évidemment impossible de planifier correctement les enseignements sans la certitude de les assurer sur l'année entière.

Suite à nos discussions avec la direction, il a été proposé de prolonger les contrats de fin décembre et de fin mars à fin juin. Cela offre une meilleure visibilité quant à l'année en cours, mais le problème de précarité de ces collègues reste entier. Sans autres perspectives d'avenir, comment peuvent-elles accepter ces prolongations limitées ? Par ailleurs, l'année scolaire s'étend de septembre à septembre, les diplômes sont soutenus en début et en fin d'été, nous finalisons la préparation de l'année suivante en juillet et août... Juin n'est pas la fin de l'année.

Nous ne comprenons pas cette situation. Quel est l'avenir réservé à ces personnes ainsi précarisées, à qui ne sont proposés que des contrats d'au plus un an, et en l'occurrence pour les renouvellements de trois à six mois ? Comment s'investir dans des relations durables avec les étudiants et les autres collègues avec des perspectives aussi limitées ?

Comment, en tant que responsables de département, pouvons-nous assurer une coordination avec des personnes à qui on demande un engagement conséquent, et la mise en place d'une pédagogie, sans réelle protection statutaire et sans aucune perspective viable de pérennisation dans leur poste, qu'il s'agisse de contractuels ou de vacataires réguliers ?

L'ouverture des années préparatoires au sein de l'ENSP (APA pour les étudiants en post Bac et CPEP pour les étudiants Bac +1) a engendré de nouveaux besoins qui n'ont pas été complètement comblés par des embauches. En formation initiale, 7250 heures sont à assurer, ce qui correspondrait à 37,8 postes d'enseignants à 192 HETD de face à face élèves. Et ce, sans compter les charges de coordination qui sont notoirement lourdes à l'école, avec une pédagogie individualisée et des voyages – indispensables à la formation des paysagistes.

En considérant les postes de contractuels et de fonctionnaires pour l'année scolaire en cours, nous identifions 24 postes à 192 HETD (soit 11 fonctionnaires, 13 contractuels) ou 26 si on intègre des personnes qui font surtout de la coordination pédagogique et ne sont pas sur des postes originels d'enseignants. Le constat est donc celui d'un déficit équivalent à une douzaine de postes. De fait, pour nous tous, les dépassements des services de base sont entre 10 et 100 heures. Une partie de ces enseignements mérite d'être assurés par des vacataires, qui apportent leur expérience et leurs savoir-faire. Pour autant, le renfort de postes pérennes est indispensable.

Dans l'immédiat, nous demandons que les postes de nos quatre collègues Marion Brun, Lucinda Groueff, Agnès Prévost et Méryl Septier, soient pérennisés par des contrats de longue durée d'au moins 4 ans. Grâce à leur forte implication dans l'équipe enseignante, la participation aux instances a été régénérée, les ambitions pédagogiques affirmées. L'évolution des métiers liés au

paysage demande à la fois des savoirs faire très variés et pointus. Les personnes citées sont précisément parmi celles qui assurent les liens entre le vivant et les techniques, entre les représentations et le projet de paysage.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, nos salutations distinguées.

Signataires

Patrick Moquay, professeur, directeur du Larep, membre titulaire du conseil d'administration (CA)
François Roumet, enseignant contractuel, chef du département écologie
Bernadette Blanchon, maître de conférences
Françoise Crémel, ingénieure de recherche
Sophie Bonin, maître de conférences, chef du département sciences humaines et sociales, membre titulaire du CA
Rémi Duthoit, enseignant contractuel, membre suppléant du CA
Antoine Jacobsohn, enseignant contractuel
Mathieu Leborgne, enseignant contractuel
Pauline Frileux, maître de conférences, membre titulaire du CA
Romain Bocquet, enseignant contractuel
Jean-Baptiste Lestra, enseignant contractuel
Sonia Keravel, maître de conférences HDR, co-responsable du département projet
Sylvie Salles, professeure, membre titulaire du CA
Audrey Marco, maître de conférences
Mongi Hammami, enseignant contractuel
Cécile Dauchez, enseignante contractuelle
Marcelline Delbecq, enseignante contractuelle
Alexis Pernet, maître de conférences
Olivier Marty, enseignant contractuel, chef du département arts plastiques, membre suppléant du CA
Yves Petit-Berghem, professeur, membre titulaire du CA
Chiara Santini, professeure, membre titulaire du CA
Roberta Pistoni, maître de conférences
Manon Anne, enseignante contractuelle, membre suppléante du CA
Alexis Feix, enseignant contractuel, membre titulaire du CA
François Wattellier, enseignant contractuel
Michel Audouy, enseignant contractuel, chef du département des techniques
Claire Trapenard, enseignante contractuelle
Marion Talagrand, professeur associé, co-responsable du département projet, membre suppléante du CA
Lucinda Groueff, enseignante-chercheure contractuelle
Marion Brun, enseignante-chercheure contractuelle
Meryl Septier, enseignante contractuelle
Cyril Seguin, enseignant contractuel, membre suppléant du CA
Etienne Ballan, enseignant contractuel
Lauri Mikkola, enseignant contractuel
Béatrice Julien-Labruyère, enseignante contractuelle

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 19 JANVIER 2024

Nombre de sièges pourvus (sur 32)	29
Quorum (au moins 50% des membres en exercice)	15
Nombre de membres présents ou représentés en début de séance	24

MEMBRES AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE

Représentants de l'État (5 membres)

Le directeur général de l'enseignement et de la recherche, du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire	Représenté par Céline DEROUET
Le vice-président du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux	Représenté par Claire HUBERT
Le recteur de région académique d'Ile-de-France, chancelier des universités (MESR)	-
Le directeur général des patrimoines et de l'architecture, du ministère de la Culture	-
La directrice générale de l'aménagement, du logement et de la nature, du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires	Représenté par Guillaume POIRIER

Représentants des collectivités territoriales (3 membres)

Commune de Versailles, représentée par Emmanuelle De CRÉPY	Présente
Conseil départemental des Yvelines, représenté par Olivier De LA FAIRE	-
Conseil régional d'Ile-de-France, représenté par Sylvie PIGANEAU	Présente

Personnalités qualifiées (5/8 membres)

Henri BAVA	Présent
Laurent GATINEAU	Présent
Jean-Pierre GUENEAU	Présent
Hélène PESKINE	-
Jean-Christophe QUINTON	Procuration à M. Gatineau
<i>vacant</i>	-
<i>vacant</i>	-
<i>vacant</i>	-

Représentants des professeurs et personnels assimilés (4 membres)

Sylvie SALLES	Procuration à Mme Santini
Patrick MOQUAY	Procuration à M. Feix
Yves PETIT-BERGHEM	Procuration à Mme Santini
Chiara SANTINI	Présente

Représentants des maîtres de conférences et autres enseignants (4 membres)

Alexis FEIX	Présent
Rémi Duthoit (suppléant de Sophie BONIN)	Présent
Pauline FRILEUX	Procuration à M. Feix
Etienne BERTRAND	Présent

Représentants des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service (4 membres)

Jacky PROVOST-DERAMAIX	Présent
Lionel VILOVAR	Présent
Caroline PIALAT	Présente
Charles DUBREUX	Présent

Représentants des usagers (4 membres)

Sophie GOGUEL	Présente
Aurélie COMMUNAL	Présente
Lindsay ZECCHINI-SISSOKO	Présente
Solenn BRIGAND	-

AUTRES PARTICIPANTS

Participants de droit, avec voix consultative

La directrice de l'ENSP, Alexandra BONNET	Présente
Le directeur adjoint de l'ENSP, Jean MAHAUD	Présent
Le secrétaire général de l'ENSP, Guy GARDAREIN	Présent
L'agent comptable de l'ENSP, Isabelle PIRES	Présente
Le contrôleur budgétaire régional de la direction régionale des finances publiques d'Ile-de-France, Jean-François DAGUES , assisté de Mmes NOGUES et ANTUNES	Présent

Intervenants

Isabelle CLAUDEL , adjointe à la directrice de l'enseignement et de la vie étudiante	Présente
---	-----------------

Secrétariat du conseil

Audrey FRIDERICH , assistante de direction	Présente
Baptiste BLONDEL-ANGOT , directeur des affaires juridiques	Présent